



Assemblée générale

Distr. générale
17 novembre 2005
Français
Original : anglais

Soixantième session

Point 27 de l'ordre du jour

Assistance à la lutte antimines

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Rapporteur : M. Muhammad Shahrul Nizzam Umar (Brunéi Darussalam)

I. Introduction

1. À sa 17^e séance plénière, le 20 septembre 2005, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixantième session la question intitulée « Assistance à la lutte antimines » et de la renvoyer à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).

2. La Quatrième Commission examinée ce point à ses 17^e, 18^e, 20^e et 23^e séances, les 26 et 27 octobre et 1^{er} et 8 novembre 2005. Après y avoir consacré un débat général à ses 17^e et 18^e séances les 26 et 27 octobre, elle s'est prononcée sur la question à sa 23^e séance, le 8 novembre (voir A/C.4/60/SR.17, 18, 20 et 23).

3. À la 17^e séance, le 26 octobre, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a fait une déclaration liminaire. À la même séance, la Commission a eu un dialogue interactif sur la question avec les représentants du Département des opérations de maintien de la paix, au cours duquel ces derniers ont entendu des observations et répondu à des questions (voir A/C.4/60/SR.17).

II. Examen du projet de résolution A/C.4/60/L.7/Rev.1

4. À sa 20^e séance, le 1^{er} novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Assistance à l'action antimines » (A/C.4/60/L.7). À la même séance, elle a décidé de différer sa décision sur ce projet.

5. À la 23^e séance, le 8 novembre, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Andorre, de l'Angola, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique,



de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, du Costa Rica, du Danemark, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, du Libéria, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mali, de Malte, de Maurice, du Mexique, de Monaco, du Nicaragua, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, de la République de Moldova, de Saint-Marin, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, du Samoa, de la Serbie-et-Monténégro, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande et de l'Ukraine, a fait une déclaration et présenté un projet de résolution révisé intitulé « Assistance à l'action antimines », duquel le deuxième alinéa (qui se lisait : « Prenant note du Document final du Sommet mondial de 2005 ») avait été supprimé (A/C.4/60/L.7/Rev.1). La Bosnie-Herzégovine, l'Espagne, l'Estonie, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque et la Slovaquie se sont ensuite portés coauteurs du projet de résolution.

6. À la même séance, le Président a indiqué avoir été informé par le Secrétariat que le projet de résolution n'avait pas d'incidences budgétaires.

7. Toujours à la 23^e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.4/60/L.7/Rev.1 sans le mettre aux voix (voir par. 9).

8. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique et d'Israël ont fait des déclarations (voir A/C.4/60/SR.23).

III. Recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

9. La Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Assistance à la lutte antimines*

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 58/127 du 19 décembre 2003 et toutes ses résolutions antérieures relatives à l'assistance au déminage et à la lutte antimines, toutes adoptées sans avoir été mises aux voix,

Rappelant tous les traités et conventions pertinents¹ et leur processus d'examen,

Constatant une fois de plus avec une profonde inquiétude l'immensité des problèmes humanitaires et de développement dus à la présence de mines et de restes explosifs de guerre², qui ont des répercussions socioéconomiques graves et durables sur les populations des pays touchés par les mines et les restes explosifs de guerre,

Considérant la grave menace que les mines et les restes explosifs de guerre font peser sur la sécurité, la santé et la vie des populations civiles locales ainsi que des membres du personnel participant aux programmes et opérations de secours humanitaire, de maintien de la paix et de relèvement,

Profondément alarmée par le nombre de mines qui continuent d'être posées chaque année, s'ajoutant au nombre, décroissant mais encore très important, de mines et de restes explosifs de guerre provenant de conflits armés et de zones minées, et convaincue par conséquent que la communauté internationale doit intensifier d'urgence les activités de déminage en vue d'éliminer dès que possible le danger que les mines terrestres et les restes explosifs de guerre présentent pour les civils,

Considérant que, outre les États auxquels il appartient au premier chef d'agir, l'Organisation des Nations Unies a un rôle non négligeable à jouer en matière d'assistance à la lutte antimines, et que cette lutte est un élément important et

* Voir les résolutions antérieures de l'Assemblée générale sur l'assistance au déminage et à la lutte antimines.

¹ À savoir, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, 1997; le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs, tel que modifié en 1996 (Protocole II à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination); le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V de la Convention de 1980) de 2003 (qui n'était pas entré en vigueur au 27 octobre 2005); et le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole additionnel I de 1977).

² Tels que définis dans le Protocole V de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques.

intégré des activités que mène l'Organisation dans le domaine humanitaire et dans celui du développement, et notant que la lutte antimines fait désormais partie de plusieurs opérations de maintien de la paix,

Soulignant qu'il importe de convaincre les États touchés par le problème des mines d'arrêter toute nouvelle pose de mines antipersonnel afin de garantir l'efficacité des opérations de déminage,

Soulignant également qu'il est urgent de demander instamment aux acteurs non étatiques d'arrêter immédiatement et sans condition toute nouvelle pose de mines et autres engins explosifs connexes,

1. *Demande*, en particulier, que les États poursuivent leur action avec, selon qu'il conviendra, l'assistance de l'Organisation des Nations Unies et des organisations compétentes en matière de lutte antimines, pour encourager la mise en place et le développement de capacités nationales de lutte antimines dans les pays où les mines et les restes explosifs de guerre font peser une grave menace sur la sécurité, la santé et la vie des populations civiles locales ou compromettent l'effort de développement socioéconomique aux niveaux national et local;

2. *Prie instamment* tous les États, en particulier ceux qui sont le mieux à même de le faire, ainsi que les organismes des Nations Unies et les organisations et institutions compétentes en matière de lutte antimines de fournir, selon qu'il conviendra :

a) Une assistance aux pays touchés par le problème des mines et des restes explosifs de guerre pour qu'ils puissent créer ou développer leurs propres capacités de lutte antimines;

b) Un soutien aux programmes nationaux, le cas échéant, en coopération avec les organismes compétents des Nations Unies et les organisations régionales, gouvernementales et non gouvernementales appropriées, en vue de réduire les risques que font courir les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, notamment aux femmes et aux enfants;

c) Des contributions régulières et prévisibles en temps voulu, notamment à l'appui des campagnes nationales de lutte antimines et des programmes humanitaires de lutte antimines des organisations non gouvernementales, y compris les programmes d'aide aux victimes et de sensibilisation aux dangers des mines, surtout au niveau local, ainsi qu'au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antimines et aux fonds régionaux d'affectation spéciale fournissant une aide dans ce domaine;

d) Les informations et l'assistance technique, financière et matérielle nécessaires pour localiser, éliminer, détruire ou neutraliser dès que possible les champs de mines, les mines, les pièges, d'autres engins et les restes explosifs de guerre, conformément au droit international;

e) Une assistance technologique aux pays touchés par le problème des mines et des restes explosifs de guerre;

et de promouvoir la réalisation, dans des délais raisonnables, de travaux scientifiques de recherche-développement axée sur les utilisateurs concernant les techniques et moyens de lutte antimines;

3. *Encourage* les efforts visant à faire respecter les réglementations nationales en vigueur dans le domaine de la lutte antimines et les Normes internationales de la lutte antimines, le cas échéant, et souligne qu'il importe d'utiliser un système de gestion de l'information, tel que le Système de gestion de l'information pour la lutte antimines en vue de faciliter les activités dans ce domaine;

4. *Encourage* tous les programmes et organismes multilatéraux, régionaux et nationaux compétents, agissant en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, à inclure des activités de lutte antimines, notamment de déminage, dans leurs programmes d'aide humanitaire et d'aide au relèvement, à la reconstruction et au développement, selon qu'il conviendra, étant entendu que les pays et les collectivités locales doivent avoir la maîtrise des programmes, que ceux-ci doivent être durables, que les capacités nationales doivent être renforcées et que le sexe et l'âge des populations concernées doivent être pris en considération dans tous les aspects de ces activités;

5. *Souligne* l'importance de la coopération et de la coordination dans le domaine de la lutte antimines et la responsabilité incombant au premier chef aux autorités nationales à cet égard, et souligne également le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations compétentes à l'appui de ces activités, ainsi que la nécessité de procéder à une évaluation continue du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la lutte antimines;

6. *Note* l'intérêt que la lutte antimines peut présenter en tant que mesure de consolidation de la paix et de renforcement de la confiance entre les parties intéressées une fois un conflit terminé;

7. *Déclare* que la Journée internationale de sensibilisation aux dangers des mines et d'assistance à la lutte antimines sera proclamée et célébrée officiellement le 4 avril de chaque année;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-deuxième session, un rapport sur l'application de la présente résolution et sur la suite donnée aux précédentes résolutions relatives à l'assistance au déminage et à la lutte antimines, notamment aux politiques et activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-deuxième session la question intitulée « Assistance à la lutte antimines ».